

contrebalancés par l'étendue et la rigueur croissantes des restrictions imposées dans d'autres pays. Bien plus, notre ancien cauchemar, l'accord bilatéral, sous ses formes multiples est fort en honneur. La proportion du commerce international qui passe aujourd'hui par les voies étroitement surveillées du commerce et des accords financiers bilatéraux est probablement plus considérable qu'à toute autre époque antérieure, y compris les huit ou dix ans de crise économique qui ont précédé la guerre et au cours desquels le régime commercial de troc et d'échanges compensés, d'inspiration allemande, était à son apogée. Si mauvais que ce soit du point de vue de la politique commerciale libérale...

Il ne s'agit pas du parti.

...on ne peut s'attendre que la pratique générale des accords bilatéraux disparaisse, ni qu'elle se restreigne sensiblement, avant que les monnaies instables et les échanges très mal équilibrés entre diverses régions soient corrigés, de façon que les nombreux pays soumis à ce régime commercial puissent l'abandonner en toute sûreté et s'attendre à quelque chose de mieux.

C'est une déclaration assez générale et fort intéressante de la part de notre ministre du Commerce.

Le très hon. M. Howe: J'ai toujours gardé cette attitude.

M. Coldwell: De l'autre côté de la Chambre, chaque fois qu'il a été question d'accords bilatéraux, j'ai pressenti, et quelquefois même j'ai entendu des remarques indiquant que la réponse à pareille proposition serait négative. Même si le ministre n'a pas dit dans son discours qu'il était prêt à se lancer dans des accords bilatéraux il signale en termes bien précis que c'est la méthode que suivront encore un certain temps plusieurs nations commerçantes.

Le très hon. M. Howe: J'ai dit qu'il y en avait beaucoup mais que nous ne...

M. Wright: Vous ne ferez pas de commerce du tout.

M. Coldwell: Je me permets de relire ceci:

Si mauvais que ce soit du point de vue de la politique commerciale libérale, on ne peut s'attendre que la pratique générale des accords bilatéraux disparaisse, ni qu'elle se restreigne sensiblement avant que les monnaies instables et les échanges très mal équilibrés entre diverses régions ne soient corrigés de façon que les nombreux pays soumis à ce régime commercial puissent l'abandonner en toute sécurité et s'attendre à quelque chose de mieux.

Comme le ministre le dit, c'est le régime que pratiquent de nombreux pays, et laissez-moi lui dire que parmi eux nous comptons quelques-uns de nos meilleurs clients d'autrefois. Si nos propres excédents doivent s'accumuler pendant quelque temps encore, comme le laisse entendre le ministre, nous devrions bon gré mal gré étudier ce régime commercial. Je ne dis pas que ce sont là les paroles du ministre.

Le très hon. M. Howe: Jusqu'ici, nous avons pu vendre avec succès tous nos excédents, sans recourir aux accords bilatéraux.

M. Coldwell: Mettons que j'accepte cette affirmation, sauf, comme le disait dernièrement le ministre de l'Agriculture, pour la petite quantité de beurre, de fromage, et une certaine quantité de miel, comment avons-nous pu faire cela? Ce n'est pas parce que nous échangeons des denrées, c'est surtout parce que nos clients d'outre-mer ont obtenu des fonds de l'ECA et du plan Marshall.

Le très hon. M. Howe: C'est très exagéré.

M. Coldwell: Peut-être, est-ce quelque peu exagéré. Que révèle un examen des relations commerciales de notre pays? Je ne tiens pas à m'aventurer sur ce terrain, car la question ne relève pas du projet de résolution dont je parle. Cependant, un examen de nos relations commerciales révèle que nos importations en provenance du Royaume-Uni sont inférieures de 400 millions à nos exportations à ce pays. Je cite le chiffre de mémoire, mais il est à peu près exact. Il faut financer ces échanges de quelque façon. De fait, cet écart équivaut à peu près à l'excédent de la valeur de nos importations des États-Unis sur celle de nos exportations à ce pays l'an dernier. Quand les dollars provenant du plan Marshall et de l'ECA seront épuisés, il faudra bien trouver des moyens d'échanger nos excédents pour des denrées que nous pouvons utiliser. Le ministre hoche la tête. J'estime, cependant, que c'est là la façon de commercer, même si nous ne signons pas d'accords bilatéraux.

Je ne saurais dire si la nouvelle parue dans les journaux de ce soir est exacte, mais dans le cas de l'affirmative, nous allons mettre un autre obstacle à la vente des produits agricoles canadiens et d'autres denrées à notre client d'outre-mer. Selon les journaux de ce soir, on a l'intention de restreindre l'importation au Canada d'automobiles anglaises, en imposant un droit antidumping, de manière à en porter le prix à peu près au niveau des voitures canadiennes. J'espère que la rumeur n'est pas fondée.

Le très hon. M. Howe: Qui prendrait une telle décision?

M. Coldwell: D'après l'article, le Gouvernement y songe.

M. l'Orateur: A l'ordre! J'hésite à interrompre le député mais je ne vois pas en quoi ses observations se rattachent au projet de résolution. La Chambre semble fort s'intéresser à ce qu'il dit et à la question qu'il traite, mais si je permets au député de poursuivre, il faudra que j'accorde le même